

---

# Interroger les « espaces publics » dans les villes du Sud

## Concepts, pratiques et représentations.

Demi-journée d'étude  
Axe « Villes du Sud : pouvoir, pratiques citadines et devenir métropolitain »

**Mercredi 11 mai de 14h à 17h30**

Bâtiment Olympe de Gouges, Salle 209  
8 rue Albert Einstein 75 013 Paris

## PROGRAMME

---

**14h00**

*Introduction par Sylvie Fanchette et Darysleida Sosa Valdez*

### **1<sup>RE</sup> SESSION : REMISE EN QUESTION DE LA NOTION D'ESPACE PUBLIC ?**

**14h15 - 14h40**

*Des centres-villes aux quartiers périphériques informels et d'habitat social : les espaces publics, priorité de l'action publique urbaine en Amérique latine ?*

Catherine Paquette (Chercheure, IRD-CESSMA)

**14h40 - 15h05**

*Entre espaces publics et espaces privés au Brésil : Multiples possibilités et nouveaux concepts*  
Maria Encarnação Beltrão Sposito (São Paulo State University, chercheure invitée au CESSMA) et Eda Maria Góes (São Paulo State University)

**15h05 - 15h30**

*Que reste-t-il des espaces publics ?*

Damien Carrière (Laboratoire ESPI2R, Chercheur associé au CESSMA)

**15h30 - 15h45**

*Pause*

## 2<sup>E</sup> SESSION : PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS DE/DANS L'« ESPACE PUBLIC »

15h45 - 16h10

*Les trottoirs de Hà Nội (Viêt Nam) : des espaces négociés à géométrie variable témoignages des relations entre les habitants et avec les collectivités locales*

Sylvie Fanchette (Chercheure, IRD-CESSMA)

16h10 - 16h35

*Normalisation des espaces publics dans les quartiers informels dominicains : quand la ravine Guajimia disparaît au profit de l'assainissement et de la mobilité*

Darysleida Sosa Valdez (Post-doctorante, IRD-CESSMA)

16h35 - 17h00

*Centres communautaires dans la ville de Chapecó (SC, Brésil) : éléments pour un débat sur la notion d'espaces semi-publics*

Igor Catalão (Universidade Federal da Fronteira Sul, Chercheur invité au CESSMA) et Bruna Keschner (Universidade Federal da Fronteira Sul)

17h00 - 17h30

*Conclusions de la demi-journée d'étude et perspectives collaboratives*

## RÉSUMÉS

---

### 1<sup>RE</sup> SESSION : REMISE EN QUESTION DE LA NOTION D'ESPACE PUBLIC ?

#### **Des centres-villes aux quartiers périphériques informels et d'habitat social : les espaces publics, priorité de l'action publique urbaine en Amérique latine ?**

Catherine Paquette (Chercheure, IRD-CESSMA)

La question des espaces publics a occupé une place prépondérante dans la recherche sur les villes d'Amérique latine depuis deux décennies. On s'est en particulier interrogé sur les nouvelles grandes centralités commerciales (*shopping mall*) qui se sont multipliées dans tous les espaces urbains (des métropoles aux villes moyennes) et qui ont donné lieu à l'émergence d'un nouveau type d'espaces publics au statut « privé », plébiscité par les ménages aisés et les classes moyennes. Le succès de ces nouveaux espaces publics, intimement lié aux transformations des modes de consommation, a également été mis en relation avec la crise des espaces publics traditionnels, situés dans des centralités en déclin, occupées par le commerce de rue, peu sûres... L'apparition des nouveaux espaces publics « privés » a largement alimenté les réflexions concernant les problématiques, omniprésentes dans la région, de la ségrégation socio-spatiale et de la fragmentation urbaine (le développement de nouvelles centralités commerciales et de leur offre d'espace public « privé » s'étant produit de façon concomitante à celui des quartiers résidentiels fermés, autre question abondamment étudiée par la recherche sur les villes d'Amérique latine).

Un autre regard mérite toutefois d'être posé sur les espaces publics dans les villes latino-américaines afin de nuancer cette vision, parfois un peu univoque, proposée par la

recherche. Au cours des vingt dernières années, l'action publique urbaine a connu une réelle montée en charge dans les métropoles et grandes villes de la région, faisant la part belle à l'amélioration des espaces publics traditionnels (places publiques, parcs urbains, trottoirs). Dans le cadre des programmes de revitalisation des centres-villes et centre-historiques, ou bien encore en lien avec la mise en place de nouvelles infrastructures de transport public de qualité (bus à haut niveau de service, en particulier), les espaces publics ont constitué un axe d'intervention publique majeur au cœur des villes. Dans le même temps, l'action publique urbaine centrée sur la question des espaces publics s'est également développée dans de nombreux quartiers populaires dits vulnérables, d'origine informelle ou composés d'habitat social. Que ce soit dans le modèle de l'urbanisme social mis en œuvre à Medellín, dans le Programme *Quiero Mi Barrio* déployé au Chili, en particulier dans les zones d'habitat social en crise, ou dans les très nombreuses interventions d'amélioration intégrale de quartiers (incontestablement l'une des spécificités de la région), les interventions pour améliorer les espaces publics, conçues le plus souvent avec les habitants et co-produites avec eux, apparaissent comme des éléments structurants essentiels au service d'une régénération urbaine inclusive et participative.

La question de l'action publique urbaine dans le domaine des espaces publics dans les villes d'Amérique latine a été jusqu'à présent peu investie par la recherche, qui a privilégié l'angle de la crise des espaces publics traditionnels et l'essor de la ville privatisée. Un effet « dépendance au sentier » qu'il conviendrait de dépasser ?

### **Entre espaces publics et espaces privés au Brésil :**

#### **Multiples possibilités et nouveaux concepts**

Maria Encarnação Beltrão Sposito (São Paulo State University, chercheure invitée au CESSMA) et Eda Maria Góes (São Paulo State University)

La production croissante d'espaces résidentiels fermés (ERFs) et de centres commerciaux (CCs), tous deux contrôlés par des systèmes de sécurité et de surveillance au Brésil, sont une tendance qui s'observe à grande échelle dans le monde, et élargit le débat sur la relation entre espace public et espace privé, révélant le clivage qui s'institue dans ce couple dialectique. Les recherches menées soulignent l'importance de faire des distinctions et de développer de nouveaux concepts pour appréhender les changements de pratiques spatiales observés dans la vie quotidienne urbaine.

La distinction entre le sens juridique et politico-social de l'expression « espace public » doit être privilégiée, afin de pouvoir comprendre dans quelle mesure les contenus et les possibilités de réalisation de la sphère publique évoluent, dans le cadre de l'évolution sociale. La vie s'est déplacée des espaces publics vers des espaces privés à usage collectif (comme les aires de loisirs et de circulation dans les CCs et les parcs privés), et vers des espaces publics à usage collectif (comme les aires de loisirs et de circulation légalement publiques, qui sont à l'intérieur des murs de les ERFs).

À travers la recherche « Fragmentation sociospatiale et urbanisation brésilienne », les pratiques spatiales des citoyens de dix villes sont analysées, selon différents types d'habitats urbains (ERFs, grands et petits projets de logement, quartiers traditionnels, zones d'occupation illégale et irrégulière) révélant que les multiples possibilités d'articulation entre espaces publics et espaces privés s'expriment, à la fois, comme une rupture du couple et comme une recombinaison de celui-ci à partir de la triade espaces publics – espaces collectifs – espaces privés.

Nous proposons l'analyse des récits enregistrés dans les entretiens réalisés avec les habitants des ERFs et des ensembles populaires de Ribeirão Preto, une ville moyenne brésilienne,

portant sur les formes d'utilisation et d'appropriation des espaces publics, combinées à des observations sur les espaces publics et leur caractérisation.

### **Que reste-t-il des espaces publics ?**

Damien Carrière (Laboratoire ESPI2R, Chercheur associé au CESSMA)

Des travaux précurseurs de Jacobs à ceux de Berman ou Zukin, en passant par leur théorisation a-spatiale par Habermas, l'espace public est apparu comme fondamental pour l'esprit des villes en même temps qu'il apparaissait radicalement menacé dans les travaux académiques comme dans le discours public ou les techniques d'urbanisme (je pense au *place-making*). Les menaces que la privatisation des espaces et de la sécurité font peser sur l'espace public ont marqué en effet la théorie des études urbaines. On peut néanmoins se demander dans quelle mesure cette caractéristique des « villes modernes », qui finalement repose sur une conception tout aussi nostalgique de l'idée de citoyenneté partagée dans l'espace, s'applique aux villes des Suds, et surtout dans quelles conditions. Le contrôle de l'espace, policier ou effectué par des vigiles, met en question cette notion, et permet de réfléchir à sa valeur heuristique. On peut se demander ce qui reste de l'espace public, s'il n'est pas un objet de nostalgie, ou s'il n'a pas été réduit à une catégorie juridique. En tout cas, il ne faut pas négliger que si l'espace public est un projet politique et le fruit d'un travail, sa négation l'est également.

---

## 2<sup>E</sup> SESSION : PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS DE/DANS L'« ESPACE PUBLIC »

### **Les trottoirs de Hà Nội (Viêt Nam) : des espaces négociés à géométrie variable témoignages des relations entre les habitants et avec les collectivités locales**

Sylvie Fanchette (Chercheure, IRD-CESSMA)

La négociation pour l'accès au territoire et principalement l'usage des espaces publics que sont les trottoirs sont aussi importantes que l'accès au foncier, la disponibilité des déchets recyclables et les fluctuations des prix des matériaux pour l'établissement des dépôts de déchets dans la ville de Hà Nội. Les négociations avec les différents acteurs responsables de la gestion des espaces publics font partie des tactiques de non-confrontation avec les pouvoirs publics et les voisins pour sécuriser leur accès temporaire au foncier.

A l'approche du millénaire de la capitale d'octobre 2010, le gouvernement a mis en place une politique pour moderniser la ville intitulée « Hà Nội : une ville verte, propre, belle et civilisée ». De nombreuses décisions ont été édictées par la Municipalité (labels de « rue commerçante civilisée », interdiction du commerce informel sur les trottoirs de 62 rues de Hà Nội) afin de limiter l'emprise du secteur informel sur l'espace urbain, la rendre plus moderne et civilisée et accélérer le processus de métropolisation.

Toutefois, la gestion des espaces varie selon les quartiers, et la proximité d'une avenue importante. Cette gouvernance à géométrie variable est essentielle à maints égards pour comprendre le rapport qu'entretiennent les Vietnamiens aux autorités locales. Les critiques à l'égard de ces programmes de nettoyage des trottoirs sont nombreuses, notamment de la part des habitants qui regrettent qu'il n'y ait pas de dialogue et de prise en compte de leur nécessité d'avoir accès à de petits commerces de proximité. En réalité, la réglementation urbaine au Viêt Nam s'applique différemment selon que l'on soit dans un quartier à l'urbanisation rapide ou que l'on soit dans des zones moins sollicitées par des projets urbains. L'histoire des « droits » des groupes sociaux sur l'espace des trottoirs à Hà Nội remonte à la

période coloniale française. C'est à ce moment que le « droit » au trottoir est apparu pour la première fois.

Nous présentons ici les stratégies de négociation pour l'usage des trottoirs par les acteurs informels de la gestion des déchets de Hà Nội qui témoignent ainsi de leurs représentations différentes que sont ces espaces :

- Les négociations sur les trottoirs avec les autres habitants et usagers, selon leur statut et leur position, leurs représentations parfois contradictoires de l'usage des trottoirs, le partage de l'espace des trottoirs et leur usage temporaire selon les quartiers ;
- Les relations de voisinage de type villageois basées sur l'émotion ou *tình cảm*, la réconciliation ou *đĩ hòa vi quý* et la compassion ou *biết điều* entre groupes sociaux afin de continuer à entretenir la vie de trottoir.
- Le rapport de force avec les autorités locales : entre laisser-faire et négociations monnayées et l'usage de leurs réseaux villageois anciennement intégrés dans la ville pour faire pression sur celles-ci.

### **Normalisation des espaces publics dans les quartiers informels dominicains : quand la ravine *Guajimia* disparaît au profit de l'assainissement et de la mobilité**

Darysleida Sosa Valdez (Postdoctorante IRD-CESSMA)

Face aux impératifs globaux et l'incidence des bailleurs internationaux, l'intervention dans les *barrios* dominicains devient une politique gouvernementale. Les actions urbaines actuelles visent à réduire les risques d'inondation et de pollution qui seraient les principales causes des vulnérabilités socio-économiques de ces quartiers. Dans ce sens, plusieurs projets d'assainissement de ravine ont été réalisés avec pour objectif de garantir aux habitants un environnement « sain », de les doter d'un système d'égout et de normaliser les espaces publics. Pourtant, les effets de ces interventions en termes sociaux et environnementaux restent absents du débat public qui n'y voit que les bienfaits, notamment celui de connecter les *barrios* à la ville formelle.

Pour comprendre comment ces actions urbaines modifient le rapport des habitants aux espaces publics, cette présentation propose de retracer le processus de transformation de la *cañada Guajimia* dans le temps. Nous discutons comment cette ravine est passée d'être un élément naturel structurant du *barrio*, puis un espace à risque pour devenir finalement une voie d'accès au quartier. Chacune de ces étapes sera mise en parallèle avec les représentations habitantes, des décideurs publics et des aménageurs. L'objectif sera ainsi d'exposer les multiples formes de relation et interaction autour d'un espace qui adopte de nombreuses formes : lieu ressource, lieu à risques, espace de socialisation, de conflit, etc. Nous verrons que ce projet, justifié par une urgence climatique, permet aussi de légitimer certaines décisions arbitraires, et que souvent dans ce quartier porteur de stigmates, les solutions urbaines proposées manquent de qualité tant dans la programmation que dans l'exécution des travaux.

### **Centres communautaires dans la ville de Chapecó (SC, Brésil) :**

#### **Éléments pour un débat sur la notion d'espaces semi-publics**

Igor Catalão (Universidade Federal da Fronteira Sul, Chercheur invité au CESSMA) et Bruna Keschner (Universidade Federal da Fronteira Sul)

Les espaces publics ouverts et donc de libre accès sont nécessaires et même fondamentaux à la sociabilité urbaine, mais ils ne suffisent pas à répondre à tous les besoins des citoyens, notamment en périphérie. À Chapecó, ville moyenne du sud brésilien, une plus grande concentration d'espaces publics au centre-ville contraste avec l'exiguïté de ces espaces en

périphérie. Les centres communautaires deviennent alors un pilier important de la sociabilité de quartier, mais il y a des aspects qui empêchent leur qualification d'espaces publics tout court : il s'agit d'espaces détenus par les conseils communautaires – via des concessions de la mairie – et d'espaces cédés par l'Église catholique, souvent liés aux temples eux-mêmes. Ces espaces sont, en général, fermés et contrôlés et servent à tenir des réunions de différents groupes sociaux avec des objectifs différents (activités culturelles ou sportives, festivités, réunions, etc.), remplissant, dans un certain sens, la fonction d'espace public. À partir de l'idée d'espace semi-public du sociologue australien Malcolm Voyce, nous débattons de la fonction publique des espaces clos et contrôlés – éventuellement privés – et de l'idée d'« efficacité » qu'ils impliquent, en analysant les centres communautaires de la périphérie de Chapecó.